

→ ÉDITION 2008

## Les collectivités mettent l'accent sur

Marqué par les élections municipales et cantonales, le cru 2008 des prix Territoria est riche de réalisations de fin de mandat. Le jury a tenu cette année à créer une catégorie "Évaluation des politiques publiques", tant les dossiers proposés dans ce domaine se sont révélés solides.

L'année 2008 aura été une année très particulière", souligne Marie-Christine Jung, déléguée générale du prix Territoria. La raison? Les élections municipales de mars dernier et le renouvellement d'un tiers des conseillers généraux. En termes de participation, cela s'est soldé par une baisse de 10 % des dossiers de candidatures. "Beaucoup de communes ont changé de maires, et même si c'est dans la continuité, un grand nombre de leurs collaborateurs n'a pas eu le temps de nous présenter leurs réalisations", constate Marie-Christine Jung. Une période également peu propice aux actions de communication, puisque celle-ci est très fortement limitée en période électorale.

S'il y a eu peu de dossiers dans certains domaines, à l'inverse, l'Observatoire Territoria a reçu un grand nombre de dossiers typiques de réalisations de fin de mandat dans les domaines de l'aménagement de l'espace, de la valorisation du patrimoine ou de la culture.

Dans la catégorie "Aménagement de l'espace public", les trois dossiers des nominés témoignent de cette richesse. La ville de Rennes

a édité un guide sur sa gestion des espaces verts. Le Conseil général de l'Hérault a publié un document de référence à destination de toutes les communes du département pour rendre les plages accessibles aux personnes handicapées. La mairie de Bordeaux, enfin, a installé un espace pour les amateurs de glisse (skateboard, rollers, etc.) dans le



### Le jury



Jean-Luc Ziegler - Ministère de l'Intérieur

**PRÉSIDENT :** Alain Marleix, secrétaire d'État à l'Intérieur et aux Collectivités territoriales. **MEMBRES :** Anne-Marie Besse, directrice d'IDAP, Antoine Blouet, rédacteur en chef de *Maires de France*, Hervé Bolze, administrateur d'ARCOOL, Emmanuel Chauchat, directeur des collectivités locales chez SITA France, Julie Chen, consultante chez ORC, Thierry Courrault, directeur de JCDecaux, Bruno de Montalivet, président d'Innov'Acteurs, Hedwige de Penfentenyo, directrice-fondatrice de Fimbacte, Gérald Deschamps, directeur général de La Clé de Voûte, Catherine Doumas, responsable communication du CNFPT, Pascal Fourrez, directeur collectivités locales d'ETDE, Muriel Garcia, responsable communication du groupe La Poste, Marc Giraud, directeur des Éditions Sorman, Alexis Grandin, maire-adjoint de Saint-Quentin, Bruno Janet, conseiller spécial du président d'Orange, Franck Laugier, président de COLLCAB, Maud Lelièvre, déléguée générale des Éco-maires, Michel Namura, président régional du syndicat national des S.G. et D.G., Jean-François Puech, directeur de News Press, Dominique Roblin, délégué national aux relations territoriales de Gaz de France, Charles-Edouard Saman, directeur du développement d'Avenance Enseignement et Santé, Marie Soller, responsable partenariats du Forum pour la gestion des villes, Pierre-Marie Vidal, directeur des rédactions de *Profession politique* et d'*Acteurs publics*.

# l'évaluation

quartier historique de la ville. Autre fait marquant par rapport aux années passées, certains services ont eu plus de temps pour travailler sur les questions de management des ressources humaines ou d'évaluation des politiques publiques. Au point que le jury a jugé utile de créer une nouvelle catégorie de prix "Évaluation des politiques publiques". "Pour récompenser des actions qui vont désormais bien au-delà de l'audit et du bilan de fin de mandat", tient à souligner Marie-Christine Jung. Au côté des traditionnels tableaux de bord, apparaissent de vraies initiatives dérivées du monde des entreprises et des cercles de qualité, en associant souvent les personnels. La ville de Gap a notamment élaboré un système d'indicateurs pour mesurer l'efficacité et faire évoluer son service d'accueil des demandeurs d'emploi. La commune d'Issy-les-Moulineaux a, quant à elle, mis en place un observatoire des contrats publics afin d'ausculter le fonctionnement de ses services achats.

## Prix Europe

Depuis deux ans, l'Observatoire a enfin élargi sa recherche d'innovations à l'Europe, pour développer la comparaison des réponses concrètes apportées aux préoccupations communes des pays membres. Deux prix peuvent récompenser des collectivités de tous les pays de l'Union. Mulhouse a ainsi reçu celui du "parrainage" pour avoir incité ses six villes jumelles à concourir, tandis que la ville allemande de Chemnitz a été récompensée du "Prix Europe" pour son "jardin citoyen".

Xavier Sidaner  
et Laurent Fargues



## ALAIN MARLEIX

### "Soutenir les initiatives locales"

Président du jury des prix Territoria 2008, le secrétaire d'État aux Collectivités territoriales insiste sur la volonté du gouvernement de soutenir les collectivités innovantes. Via notamment les pôles d'excellence rurale et le plan numérique.

#### L'innovation dans les collectivités territoriales demande-t-elle toujours un investissement de départ ?

L'innovation demande souvent un investissement de départ en termes d'ingénierie, de conduite du changement et de coût d'investissement.

Le site actes-etat-civil.fr – délivrance des actes d'état civil en ligne – en est un exemple. Ce dispositif a nécessité un investissement pour les collectivités locales à deux niveaux. D'une part, en formation et accompagnement du changement, d'autre part, en termes d'équipements liés au coût du développement d'un téléservice en ligne. Mais l'innovation se révèle rentable à terme : gain de temps, réduction des délais, etc.

#### Comment les élus peuvent-ils susciter l'innovation au sein de leurs administrations ? Comment valoriser les fonctionnaires innovants ?

Certaines collectivités ont mis en place, dans le cadre de projets d'amélioration de service, des primes collectives liées à la performance. Autrement dit, les gains de productivité réalisés par des changements d'organisation d'un service proposés par les agents leur sont ensuite redistribués sous forme de régime indemnitaire collectif. Cela me semble un excellent moyen de valoriser les agents innovants.

#### Quel est le montant total des subventions de l'État à l'innovation de collectivités territoriales ?

En vertu de l'article 72 de la Constitution, qui dispose que les collectivités territoriales s'administrent librement, l'État n'intervient pas et ne peut intervenir dans leur fonctionnement direct. La seule forme de son intervention, qui n'est pas la moindre toutefois dans un contexte budgétaire strict, réside dans la dotation globale de fonctionnement qui atteint, pour 2009, 40,8 milliards d'euros, en augmentation de 2 % par rapport à 2008.

#### Que fait l'État pour encourager et soutenir les collectivités territoriales qui innovent ?

Je pense à deux politiques fortes que sont les Pôles d'excellence rurale (PER) et le plan numérique 2012. Les premiers visent à soutenir 379 initiatives locales porteuses de projets créateurs d'emplois, innovants, ambitieux, bâtis autour de partenariats publics-privés (PPP). Les projets sélectionnés représentent un investissement de 1,2 milliard d'euros. Ils devraient permettre la création de 35 000 emplois.

#### Et s'agissant du plan numérique 2012 ?

Ce plan a pour objectif de faire de la France un pays moteur de la révolution numérique en Europe, ce qui représente un point de croissance supplémentaire. Avec 154 actions, il devrait permettre à la fois d'accélérer la croissance et de remédier aux inégalités d'accès au réseau numérique sur le territoire.

Propos recueillis par Laurent Fargues

# Le palmarès des

## Bordeaux, Paris, Marseille...

Les grandes villes sont bien représentées dans le palmarès 2008 des prix Territoria. La commune d'Yzeure (Allier), plus modeste, tire aussi son épingle du jeu avec ses "Jardins à la Prévert".  
Tour d'horizon.

### COMMUNICATION

→ CONSEIL GÉNÉRAL DU FINISTÈRE

#### Un Atlas pour partager l'information

##### L'idée

Cartographie, données statistiques, et portraits de territoire ont été rassemblés dans un atlas numérique. Objectif : donner du sens à l'action publique en adaptant les projets locaux au plus près des besoins des populations et des territoires.

##### Le budget

36 000 euros de budget de la collectivité et 120 jours équivalents temps plein.

### CULTURE

→ MARSEILLE (BOUCHES-DU-RHÔNE)

#### Des malentendants acteurs de la culture

##### L'idée

Marseille expérimente des actions culturelles à destination des personnes handicapées. Résultat : "Signer la Marseillaise", interprétation pour la première fois en France de l'hymne national en langue des signes français (LSF).

##### Le budget

211 215 euros, dont 52 % de la mairie, 15 % du mécénat et 33 % des subventions.

### AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE PUBLIC

→ BORDEAUX (GIRONDE)

#### Le Skate park se donne en spectacle

##### L'idée

Intégration du plus grand Skate park de France à Bordeaux sur les quais des Chartrons. Objectif : proposer un équipement sportif adapté aux nouveaux comportements de sport-loisirs qui émergent dans les villes.

##### Le budget

Investissement de 710 000 euros HT, soutenu par l'État à travers le Centre national de développement du sport.

### VALORISATION DU PATRIMOINE

→ BORDEAUX (GIRONDE)

#### Un inventaire des paysages urbains pour un PLU "sur mesure"

##### L'idée

La ville a réussi à dresser un inventaire de son patrimoine immobilier dit "ordinaire".

##### Le budget

Une équipe de huit personnes, assistée d'un architecte-urbaniste expert. Coût total de la mission de recensement du paysage architectural et urbain pour l'année 2008 : 363 700 euros.

### DÉVELOPPEMENT LOCAL

→ CONSEIL GÉNÉRAL DU CANTAL

#### Développer le télétravail

##### L'idée

Création d'un réseau de centres physiques de télétravail. Objectif : briser la solitude des télétravailleurs. Au total, huit télécentres sont prévus, quatre sont en service, deux en cours d'ouverture et deux en projet. Le site : www.cantaloo.net

##### Le budget

Deux personnes ont en charge le suivi du projet au conseil général.

### CIVISME/CITOYENNETÉ

→ PARIS

#### Des volontaires pour nos aînés

##### L'idée

Avoir recours aux volontaires du service civil volontaire pour apporter aux besoins des personnes âgées une réponse différente de celle des services sociaux. Il s'agit de la première expérimentation d'une telle ampleur.

##### Le budget

L'État a pris en charge 90 % de l'indemnisation des volontaires et verse une participation pour la formation et le tutorat.

### CONCERTATION

→ YZEURE (ALLIER)

#### Des Jardins à la Prévert

##### L'idée

Transformer huit hectares de terre en un jardin toujours libre d'accès et ouvert à tous. Chacun y apporte ses idées, ses projets et les mène à terme en travaillant avec les autres.

##### Le budget

Mise en place d'un chantier d'insertion pour entretenir le site. La formule permet à des chômeurs de longue durée de retrouver le monde du travail. Coût : 120 257 euros.

### ENVIRONNEMENT

→ SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN RENNAIS

#### La charte "Jardinez au naturel"

##### L'idée

33 enseignes de jardinage ont signé la Charte "Jardinez au naturel" limitant les ventes de pesticides et encourageant les articles dits "alternatifs".

##### Le budget

Un technicien territorial et un chargé de mission environnement à 25 % de leur temps la première année, 15 % par la suite.

# lauréats 2008

## EUROPE

→ CHEMNITZ (ALLEMAGNE)

### Un "jardin citoyen"

#### L'idée

La ville de Chemnitz a aménagé en juin dernier une ceinture verte pour relier les espaces verts et revitaliser des friches industrielles grâce à la participation de jeunes parents invités à planter un rosier.

#### Le budget

Le coût du projet avoisine les 42 000 euros. Les deux tiers ont été financés à travers le programme social de la ville.

## PARRAINAGE EUROPÉEN

→ MULHOUSE (HAUT-RHIN)

### Convaincre ses six jumelles

#### Le principe

Le prix du parrainage distingue la ville jumelle de la ville européenne lauréate du prix Europe. Mulhouse a invité ses six villes jumelles à être candidates. La ville a été particulièrement séduite par les projets de Chemnitz, avec laquelle elle est liée depuis 1991. Le jury récompense l'effort consenti par la commune de Mulhouse qui a mis à la disposition de ses villes jumelles un de ses agents pour les aider à remplir leur dossier de candidature.

## SANTÉ

→ BÉZIERS (HÉRAULT)

### Prévenir l'obésité des enfants

#### L'idée

Lutter contre l'obésité de l'enfant grâce à des partenaires institutionnels, comme le conseil général et l'hôpital, et des partenaires privés. Bilan : baisse de 3 points dans l'échelle de l'obésité infantile.

#### Le budget

179 627 euros répartis en trois secteurs : information et sensibilisation du public, dépistage et enfin animation et coordination.

## ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

→ ISSY-LES-MOULINEAUX (HAUTS-DE-SEINE)

### L'Observatoire des contrats publics

#### L'idée

Création d'un Observatoire des contrats publics. Objectifs : garantir l'efficacité des contrats publics, contrôler les organismes financièrement liés à la Ville, développer le suivi de la performance interne.

#### Le budget

Cinq agents et les services d'un cabinet d'audit. Budget annuel : 53 333 euros TTC.

## PRÉVENTION

→ NANCY (MEURTHE-ET-MOSELLE)

### Le "permis piéton" pour les enfants

#### L'idée

À Nancy, 1 500 enfants de 7 à 11 ans ont passé leur "permis piéton". Conçu par la Gendarmerie nationale, la Sécurité routière et Generali assurances, ce permis responsabilise les enfants.

#### Le budget

Deux policiers municipaux interviennent dans les écoles. Les kits de formation sont fournis gratuitement par Generali assurances.

## SERVICES À LA PERSONNE

→ PARIS

### "Louez solidaire"

#### L'idée

Le dispositif "Louez solidaire et sans risque" offre un logement décent à des familles avec enfants qui sont engagées dans une démarche d'insertion. Tout en donnant des garanties aux propriétaires, le bail étant signé par des associations conventionnées. Objectif : mobiliser 1 000 logements sur la mandature.

#### Le budget

Action conjointe de la DASES et de la DLH.

## MANAGEMENT

→ CONSEIL GÉNÉRAL DES VOSGES

### 300 agents participent à l'optimisation de la gestion

#### L'idée

La mission d'optimisation des processus a piloté 19 groupes chargés de rechercher une meilleure administration. Plus de 300 agents ont participé à cette démarche.

#### Le budget

Un espace collaboratif, déjà utilisé au sein des directions, accompagné d'un cabinet de consultants. Coût : 53 000 euros TTC.

## RESSOURCES HUMAINES

→ RENNES (ILLE-ET-VILAINE)

### Les agents d'entretien travaillent en journée continue

#### L'idée

Regrouper les agents d'entretien au sein d'un même service et améliorer leurs conditions de travail. Après quatre ans, baisse de l'absentéisme de 45 %, productivité en hausse de 15 %, taux de satisfaction des usagers de 80 %.

#### Le budget

Trois personnes ont élaboré le projet, sous la responsabilité de la direction générale.

## E-PUBLIC

→ CONSEIL GÉNÉRAL DU CANTAL

### Les Télécentres du cybercantal

#### L'idée

Une grande partie des télétravailleurs expriment le souhait de travailler une partie de leur temps dans un espace professionnel, par exemple dans un "télécentre". Le conseil général propose un réseau de 8 télécentres avec chacun ses spécificités.

#### Le budget

L'enveloppe attribuée par le conseil général est de 100 000 euros.

→ CLUB DU E-PUBLIC

En partenariat avec

orange

## Le Cantal promeut les télétravailleurs

→ CONSEIL GÉNÉRAL DU CANTAL

### Les télécentres du cybercantal à l'honneur



#### L'idée

De plus en plus de télétravailleurs indépendants s'installent à la campagne pour y exercer leur activité à domicile ou de façon nomade. Mais une grande partie d'entre eux exprime le souhait de travailler au moins une partie de leur temps dans un espace professionnel à proximité de leur domicile, par exemple dans un "télécentre". L'originalité de ce projet est de proposer un réseau de 8 télécentres avec chacun ses spécificités. Afin d'accompagner cette opération sur l'ensemble du département, le conseil général assure :

► La prospection auprès des grands groupes nationaux, assurée par le conseil

général, en collaboration étroite avec le Réseau national des télécentres ([www.telecentres.fr](http://www.telecentres.fr))

► L'animation du réseau départemental des télécentres, par le recrutement d'un prestataire en charge de faire vivre le réseau.

#### Le budget

Les projets font l'objet d'une subvention du Fonds national d'aménagement du territoire de 12 000 euros par télécentre et de 2 000 euros par poste en zone de revitalisation rurale. L'enveloppe attribuée par le conseil général du Cantal est de 100 000 euros.

LAURÉAT 2008

**Le Club du e-public a créé, en partenariat avec l'Observatoire de l'innovation territoriale, le prix Territoria/Club du e-public. Un prix remis chaque année à une collectivité qui a fait un usage innovant et couronné de succès de l'usage des technologies de la communication. Le lauréat et les deux nominés 2008 sont exemplaires de l'évolution des usages des TIC dans le domaine public.**

#### NOMINÉ

→ SYNDICAT MIXTE DU HAUT-BÉARN

#### Diagnostic de l'activité pastorale des vallées béarnaises

##### L'idée

Utiliser des images satellites pour améliorer la gestion pastorale et environnementale des 65 000 hectares de pâturages collectifs de montagne appartenant aux collectivités locales. Objectif : fournir aux collectivités propriétaires de nouveaux outils d'aide à la décision. Le diagnostic pastoral a pris deux ans, en partenariat avec la chambre d'Agriculture, le lycée professionnel agricole d'Oloron-Soeix et l'université de Pau.

##### Le budget

Le coût du projet pour les deux années est de 200 000 euros. 80 000 euros de fonds publics ont été mobilisés. L'opération a bénéficié du concours financier du Commissariat à l'aménagement des Pyrénées et du conseil général des Pyrénées-Atlantiques.

#### NOMINÉ

→ COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT D'EURE-ET-LOIR

#### Le géoportail eurélien

##### L'idée

La géolocalisation de l'ensemble de l'offre immobilière et des entreprises du département sur le nouveau site Internet du Codel. Un moteur de recherche cartographique de pointe, dont le fonctionnement repose sur un partenariat étroit avec l'ensemble des acteurs du développement économique local par la mise à jour et la valorisation des informations diffusées sur le site.

##### Le budget

200 000 euros de frais de développement informatique, dont 95 000 euros attribués à l'achat des données cartographiques. 32 EPCI, 4 agences immobilières, le conseil général et un aménageur participent à la mise à jour des données sur le site. Un chargé de mission dédié à cette mission depuis avril 2007.

**BRUNO JANET****“Du Cantal à l'Europe”**

Conseiller spécial du président de France Télécom, directeur des relations avec les collectivités locales.

**On évoque souvent le danger d'une fracture numérique, selon vous, quelle est la vraie nature de cette fracture ?**

On a longtemps évoqué la fracture numérique en faisant exclusivement référence à la situation du réseau. Aujourd'hui, celle-ci est quasiment réglée puisque 98,3% des Français ont accès au haut débit et que le 100% est désormais possible ! Par contre, la faiblesse en équipements informatiques des Français et la faiblesse de l'usage créent en quelque sorte une fracture informatique. Si nous avons aujourd'hui une place de leader en Europe en matière de réseau, nous ne sommes encore qu'en 20<sup>e</sup> position en ce qui concerne l'équipement et les usages.

**Pourquoi apporter votre soutien au Club du e-public ?**

Le haut débit n'a de sens que s'il permet d'accéder à de nouveaux services. Nous sommes naturellement partenaires de toutes les initiatives en faveur de la promotion des usages. Orange et le Club du e-public ont une démarche commune : favoriser les initiatives et les partages d'expériences sur le secteur public. Ce partenariat renforce l'action du groupe qu'il mène déjà depuis plusieurs années pour fédérer les collectivités autour des services innovants et faire partager les “bonnes pratiques” au plus grand nombre.

**Vous avez participé au jury du prix Territoria/Club du e-public dont Orange est le partenaire. Pourquoi avoir soutenu le choix du réseau des cybercentres de télétravail du Cantal ?**

D'abord parce qu'il s'agit d'une idée intéressante pour relancer une forme de travail dont on a beaucoup parlé mais qui tarde à trouver ses marques en France : le télétravail. Offrir des structures d'accueil aux télétravailleurs pour rompre leur solitude, mutualiser des moyens et assurer la promotion commerciale de leur service, nous est apparu parfaitement innovant au regard de la forme traditionnelle du télétravail telle qu'elle existe. De plus, en cette période d'adoption à la quasi-unanimité de l'Assemblée nationale du texte “Grenelle I”, cette expérience ainsi remarquée pourra être dupliquée, et de cantalienne, intéresser toute la France et même l'Europe. Nous ferions un grand pas en avant en matière de développement durable et d'attractivité des territoires.

**Pourquoi le Club du e-public**

Pour faire vivre un lieu de réflexion et de partage d'expériences entre tous ceux qui pensent que les technologies de la communication vont progressivement et profondément modifier les relations entre pouvoirs publics, élus et citoyens.

**Qui sommes-nous ?**

Fondé en mai 2001, lors du deuxième Forum mondial de l'e-démocratie, le Club réunit des acteurs ou des observateurs de l'innovation en matière d'usage de nouvelles technologies sur le secteur public.

**Fonctionnement**

Le fonctionnement du Club repose sur le partage d'expérience. Les adhérents s'engagent à mettre en commun leurs savoirs et leurs expériences, dans le respect de règles de confidentialité précisées à l'avance par chacun.

**Les activités du Club**

Le Club organise pour son compte comme pour des institutions ou des entreprises, des rencontres avec le concours de spécialistes et de partenaires. Le Club est éditeur de rapports et de dossiers thématiques, il organise des sessions de formation sur tous les sujets qui relèvent du développement de l'usage des TIC dans le domaine public. Le Club est partenaire des prix Territoria, le Club du e-public décerne chaque année le Prix Territoria/Club du e-public. Le Club est partenaire des Rencontres de la modernisation de l'État.

**Événements**

Retrouvez tous les événements organisés par le Club du e-public depuis sa création sur [www.clubepublic.net](http://www.clubepublic.net). Pour devenir partenaires ou membre du club du e-public, contactez Pierre-Alexandre Vidal : [pavidal@acteurspublics.com](mailto:pavidal@acteurspublics.com)

# le Club du e-public